

Fiche 1.1

Régime d'aides relatif aux travaux réalisés par des propriétaires occupants et assimilés en matière de rénovation énergétique (dispositif MaPrimeRénov' Parcours accompagné)

Réf :

- *Articles R. 321-12 et R. 321-13 du code de la construction et de l'habitation ;*
- *Arrêté du 24 mai 2013 modifié relatif aux plafonds de ressources applicables à certains bénéficiaires des subventions de l'Agence nationale de l'habitat ;*
- *Arrêté du 17 novembre 2020 relatif aux caractéristiques techniques et modalités de réalisation des travaux et prestations dont les dépenses sont éligibles à la prime de transition énergétique ;*
- *Arrêté du 3 octobre 2023 relatif au contenu et aux conditions d'attribution du label prévu à l'article R. 171-7 du code de la construction et de l'habitation ;*
- *Délibération n° 2019-44 du 4 décembre 2019 relative au financement des travaux en auto-réhabilitation accompagnée ;*
- *Délibération n° 2023-45 du 6 décembre 2023 relative au régime d'aides applicable aux propriétaires occupants et assimilés ;*
- *Délibération n° 2023-53 du 6 décembre 2023 relative à l'adaptation de la liste des travaux recevables et autres dépenses associées.*

Sommaire

1. Bénéficiaires éligibles.....	4
1.1. Rappel des conditions d'éligibilité aux aides en faveur des propriétaires occupants	5
1.2. Cas particuliers	5
1.2.1. Autres titulaires d'un droit réel conférant l'usage des locaux.....	5
1.2.2. Biens en indivision.....	5
1.2.3. Cas des SCI.....	5
2. Bénéficiaires non-éligibles	6
3. Travaux de rénovation énergétique subventionnables au titre du dispositif MaPrimeRénov' Parcours Accompagné	6
3.1. Observations générales	6
3.2. Critères techniques et modalités de mise en œuvre des travaux subventionnables au titre de MaPrimeRénov' Parcours Accompagné	8
3.2.1. Critères techniques communs.....	8
3.2.2. Critères spécifiques pour les travaux liés à la transition écologique (amélioration du confort d'été)	10
3.2.3. Critères spécifiques pour les travaux permettant un gain de quatre classes ou plus	10
3.3. Travaux non-subventionnables au titre de MaPrimeRénov' Parcours Accompagné.....	11
4. Conditions d'octroi des aides	12
4.1. Valorisation des CEE par l'Anah.....	12
4.2. Accompagnement obligatoire	12
4.3. Obligation de produire un audit énergétique ou une évaluation énergétique	13
4.4. Réalisation des travaux par une entreprise bénéficiant du label RGE	14
4.4.1. Principe	14
4.4.2. Cas particulier des projets en auto-réhabilitation accompagnée.....	15
5. Conditions de financement des travaux	16
5.1. Taux de subvention applicable dans le cas de demande présentée par des personnes assurant la charge effective des travaux pour leurs ascendants ou leurs descendants	16
5.2. Évolution du montant des travaux entre l'attribution de la subvention et son paiement.....	17
5.3. Dépôt de plusieurs demandes de subventions successives dans un délai de cinq ans 18	
5.3.1. Principe	19
5.3.2. Dérogation	20
5.3.3. Cas spécifique des travaux de rénovation énergétique par étapes	20
6. Constitution du dossier.....	21

6.1. Pièces à joindre à l'appui d'une demande d'aide	21
6.2. Pièces à joindre à l'appui d'une demande d'avance ou d'acompte.....	22
6.3. Pièces à joindre à l'appui d'une demande de paiement du solde	23

1. Bénéficiaires éligibles

▪ 2° et 3° du I de l'article R. 321-12 du CCH :

L'agence peut accorder des subventions :

2° Aux propriétaires ou à tout autre titulaire d'un droit réel conférant l'usage des locaux pour les logements qu'ils occupent eux-mêmes dans les conditions prévues à l'article R. 321-20 ;

3° Aux personnes qui assurent la charge effective des travaux dans des logements occupés dans les conditions prévues à l'article R. 321-20 par leurs ascendants ou descendants ou ceux de leur conjoint, de leur concubin au sens de l'article 515-8 du code civil ou du cosignataire d'un pacte civil de solidarité défini à l'article 515-1 du code civil lorsque ces derniers ont la qualité de propriétaires ou de titulaires d'un droit réel conférant l'usage des locaux ; [...]

▪ II de l'article R. 321-12 du CCH :

Pour l'application du I et du II du présent article, sont assimilés aux propriétaires les titulaires d'un contrat leur donnant vocation à l'attribution à terme de la propriété du logement ainsi que les porteurs de parts ou d'actions de sociétés donnant vocation à l'attribution en propriété du logement.

Dans les cas mentionnés aux 2° et 3° du I, la subvention n'est attribuée que pour des logements occupés par des personnes dont l'ensemble des ressources répond aux conditions définies, après avis du conseil d'administration, par arrêté du ministre chargé des finances et du ministre chargé du logement. Cet arrêté fixe notamment les plafonds de ressources qui sont révisés chaque année par l'agence en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation hors tabac. Ces conditions de ressources sont également applicables aux personnes mentionnées au 3° qui, supportant la charge des travaux à effectuer dans des logements occupés par leurs proches, sollicitent le bénéfice de l'aide.

▪ Extrait de la délibération n° 2023-45 (article 2.2 : Respect des plafonds de ressources) :

Conformément au II de l'article R. 321-12 du CCH et à l'article 15-C du RGA, les bénéficiaires mentionnés au 2.1 ci-dessus ne sont éligibles au régime d'aides prévu par la présente délibération que si leurs ressources sont inférieures ou égales aux plafonds de ressources dits « modestes » ou « très modestes » définis par l'arrêté du 24 mai 2013 modifié relatif aux plafonds de ressources applicables à certains bénéficiaires des subventions de l'Agence nationale de l'habitat et révisés, pour l'année 2024, par la circulaire du Directeur général de l'Anah du 29 novembre 2023.

Les plafonds de ressources dits « très modestes » et « modestes » sont ceux mentionnés respectivement à l'article 1er (annexe 1) et à l'article 2 (annexe 2) de l'arrêté susmentionné.

1.1. Rappel des conditions d'éligibilité aux aides en faveur des propriétaires occupants

Les aides en faveur des propriétaires occupants sont réservées à des ménages :

- propriétaires ou titulaires d'un droit réel sur un logement qu'ils occupent à titre de résidence principale au moins huit mois par an (sauf exceptions) ; et
- dont les ressources sont inférieures ou égales à certains plafonds, définis par l'arrêté du 24 mai 2013 modifié et révisés annuellement.

Les personnes qui assurent la charge effective des travaux dans les logements occupés à titre de résidence principale par leurs ascendants ou descendants ou ceux de leur conjoint, concubin notoire ou partenaire pacsé, lorsque ceux-ci ont la qualité de propriétaires ou de titulaires d'un droit réel conférant l'usage des locaux, sont également éligibles. Dans ce cas, les conditions de ressources doivent être respectées à la fois par les personnes qui occupent le logement et par les personnes qui assurent la charge des travaux et sollicitent les aides.

Pour plus d'information sur les modalités d'appréciation des conditions de ressources des ménages, se référer à la fiche n° 7 de la présente instruction (« Plafonds de ressources « propriétaires occupants » applicables aux dossiers déposés à compter du 1^{er} janvier 2024 »).

1.2. Cas particuliers

1.2.1. Autres titulaires d'un droit réel conférant l'usage des locaux

Les titulaires d'un droit réel conférant l'usage des locaux (autre que le droit de propriété) sont éligibles aux aides de l'Anah en faveur des propriétaires occupants. Cette hypothèse renvoie, notamment, aux usufruitiers occupants. Les nu-propriétaires ne sont pas éligibles.

1.2.2. Biens en indivision

Les indivisaires peuvent bénéficier d'une aide aux propriétaires occupants dans la mesure où le logement rénové est occupé par un ou plusieurs membres de l'indivision. Dans ce cas, seules les ressources du ménage de l'indivisaire occupant sont prises en compte. La désignation d'un mandataire est obligatoire en application de l'article 2 du RGA. Le demandeur doit joindre ce mandat à son dossier.

1.2.3. Cas des SCI

Les associés de SCI peuvent bénéficier d'une aide de l'Anah aux propriétaires occupants à la double condition suivante :

- le logement est occupé par l'associé de la SCI demandeur de la subvention ;
- chaque associé de la SCI respecte les plafonds de ressources PO (Pour plus de précisions, se reporter à la fiche n° 7 « Plafonds de ressources « propriétaires occupants » applicables aux dossiers déposés à compter du 1^{er} janvier 2024 »).

2. Bénéficiaires non-éligibles

▪ Article R. 321-13 du CCH :

Pour les logements acquis dans le cadre des dispositions prévues aux articles L. 443-7 à L. 443-15-5, les bénéficiaires mentionnés aux 2° et 3° du I de l'article R. 321-12 ne peuvent se voir octroyer une aide qu'à l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date d'acquisition. Toutefois, ce délai peut être réduit lorsque le projet vise l'adaptation du logement aux besoins spécifiques d'une personne âgée ou handicapée. [...]

Excepté sur les territoires des opérations mentionnées à l'article L. 303-1, les bénéficiaires mentionnés au 2° de l'article R. 321-12 ne peuvent bénéficier d'une aide pour des logements ou immeubles qui ont fait l'objet depuis moins de cinq ans ou font l'objet des concours financiers prévus par la réglementation relative aux aides de l'Etat pour la construction, l'acquisition et l'amélioration des logements en accession à la propriété et celles relatives aux habitations à loyer modéré.

Ne sont pas éligibles aux aides de l'Anah en faveur des propriétaires occupants :

- les propriétaires dont les logements ont été acquis dans le cadre d'une vente HLM depuis moins de cinq ans. Ce délai de cinq ans peut être réduit lorsque les travaux ont pour objet l'accessibilité ou l'adaptation du logement au vieillissement ou au handicap ;
- les propriétaires ayant bénéficié au cours des cinq dernières années ou bénéficiant de concours financiers prévus par la réglementation relative aux aides de l'Etat pour la construction, l'acquisition et l'amélioration des logements en accession à la propriété (dont les prêts à taux zéro – PTZ)¹ et celles relatives aux habitations à loyer modéré. Ce motif d'inéligibilité ne s'applique pas lorsque le logement subventionné est situé dans le périmètre d'une opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH).

3. Travaux de rénovation énergétique subventionnables au titre du dispositif MaPrimeRénov' Parcours Accompagné

3.1. Observations générales

▪ Extrait de la délibération n° 2023-45 (article 3.1 : Observations préalables) :

Seuls les travaux définis ci-après et qui sont prévus par la liste des travaux recevables fixée par le Conseil d'administration en application des articles R. 321-15 du CCH et 4 du RGA (délibération n° 2023-53 du 6 décembre 2023) peuvent faire l'objet d'une subvention en application de la présente délibération.

¹ Il est rappelé que le cumul du bénéfice d'un éco-PTZ avec une subvention au titre des aides à la pierre est possible.

▪ **Extrait de la délibération n° 2023-45 (article 3.3.1 : Travaux subventionnables au titre de MaPrimeRénov' Parcours Accompagné) :**

Relèvent des travaux de rénovation énergétique, au sens de la présente délibération, les travaux d'économie d'énergie qui remplissent les trois conditions cumulatives suivantes :

- Ils permettent un gain d'au moins deux classes au sens de l'article L. 173-1-1 du CCH, justifié dans les conditions définies au 4.3.2 ci-dessous ;
- Ils comprennent des travaux d'isolation ;
- Ils répondent aux critères définis à l'article 13-2 de l'arrêté du 17 novembre 2020 relatif aux caractéristiques techniques et modalités de réalisation des travaux et prestations dont les dépenses sont éligibles à la prime de transition énergétique.

Les travaux de rénovation énergétique peuvent intégrer des travaux liés à la transition écologique dont le coût est intégré à la dépense éligible (dans les conditions de la délibération n° 2023-53 relative à la liste des travaux recevables et autres dépenses associées).

Les travaux de rénovation énergétique peuvent comprendre des travaux de transformation d'usage.

Pour être subventionnables, les travaux réalisés doivent nécessairement figurer sur la liste des travaux recevables, annexée à la délibération n° 2023-53 du 6 décembre 2023.

Le bénéficiaire peut réaliser des travaux qui ne figurent pas sur la liste des travaux recevables (par exemple, dans le cas où ils sont prescrits par l'audit énergétique). Toutefois, ces travaux ne sont pas pris en compte au titre de la dépense subventionnable, ni pour l'appréciation du gain de classes. Ils ne peuvent donc pas bénéficier d'une subvention de l'Anah. Les travaux non-subventionnables ne sont pas pris en compte dans le coût global de l'opération et, par conséquent, ils ne sont pas intégrés dans le calcul de l'écrêtement.

Dans le cadre d'un projet de travaux de rénovation énergétique, les travaux financés par l'Anah peuvent porter en partie ou en totalité sur des locaux non affectés à l'habitation avant travaux. Ces transformations d'usage consistent en :

- la transformation en logement d'un local autonome dont l'affectation principale d'origine n'est pas à usage d'habitation ; ou
- la transformation en pièce habitable d'un local attenant au logement et affecté à l'origine à un autre usage que l'habitation.

Les demandes de subvention pour un projet de transformation d'usage sont instruites dans les conditions applicables aux projets de travaux de rénovation énergétique « MaPrimeRénov' Parcours accompagné ».

Dans le cadre de l'instruction de la demande d'aide, la date d'ancienneté de l'immeuble ou du local faisant l'objet de la transformation d'usage à prendre en compte est la date de la construction de l'immeuble ou du local.

3.2. Critères techniques et modalités de mise en œuvre des travaux subventionnables au titre de MaPrimeRénov' Parcours Accompagné

3.2.1. Critères techniques communs

Pour être subventionnables au titre de la délibération n° 2023-45, les travaux de rénovation énergétique réalisés doivent respecter les conditions définies à l'article 13-2 de l'arrêté du 17 novembre 2020 modifié².

Conformément à ces dispositions, les travaux réalisés doivent comprendre au moins deux postes de travaux traitant l'enveloppe du bâtiment parmi les quatre postes de travaux suivants et répondre aux exigences techniques définies ci-après :

Poste de travaux	Exigences techniques*	
Isolation des murs par l'intérieur ou par l'extérieur	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Résistance thermique $\geq 3,7 \text{ m}^2 \cdot \text{K} / \text{W}$ pour les murs en façade ou en pignon, en cas d'isolation par l'intérieur ▪ Résistance thermique $\geq 4,4 \text{ m}^2 \cdot \text{K} / \text{W}$ pour les murs en façade ou en pignon, en cas d'isolation par l'extérieur 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Au moins 25 % des surfaces du bâtiment concernées par chaque poste de travaux choisi font l'objet de travaux (et non au moins 25 % de la totalité des surfaces du bâtiment)³
Isolation des planchers bas	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Résistance thermique $\geq 3 \text{ m}^2 \cdot \text{K} / \text{W}$ 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ La résistance thermique est évaluée selon la norme NF EN 12664, la norme NF EN 12667 ou la norme NF EN 12939 ou toute autre méthode équivalente pour les isolants non-réfléchissants et selon la norme NF EN ISO 22097 ou toute autre méthode équivalente pour les isolants réfléchissants.
Isolation de la toiture, des planchers de combles perdus ou de la toiture terrasse	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Résistance thermique $\geq 6 \text{ m}^2 \cdot \text{K} / \text{W}$ en rampant de toiture ; ▪ Résistance thermique $\geq 7 \text{ m}^2 \cdot \text{K} / \text{W}$ en planchers de combles perdus ; ▪ Résistance thermique $\geq 6,5 \text{ m}^2 \cdot \text{K} / \text{W}$ pour les toitures terrasses 	
Remplacement des fenêtres et portes-fenêtres ou pose de doubles fenêtres	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pour les fenêtres de toiture : <ul style="list-style-type: none"> ○ Coefficient de transmission thermique (U_w) $\leq 1,5 \text{ W} / \text{m}^2 \cdot \text{K}$ et facteur de transmission solaire (S_w) $\leq 0,36$ ▪ Pour les autres fenêtres ou portes-fenêtres : <ul style="list-style-type: none"> ○ $U_w \leq 1,3 \text{ W} / \text{m}^2 \cdot \text{K}$ et $S_w \geq 0,3$; ou ○ $U_w \leq 1,7 \text{ W} / \text{m}^2 \cdot \text{K}$ et $S_w \geq 0,36$ 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ L'installation d'une double fenêtre, le cas échéant, consiste en la pose sur la baie existante d'une seconde fenêtre à double vitrage renforcé, dont le coefficient de transmission thermique U_w est $\leq 1,8 \text{ W} / \text{m}^2 \cdot \text{K}$ et le facteur de transmission solaire $S_w \geq 0,32$

**sauf contrainte technique, architecturale ou patrimoniale justifiée*

² Arrêté du 17 novembre 2020 relatif aux caractéristiques techniques et modalités de réalisation des travaux et prestations dont les dépenses sont éligibles à la prime de transition énergétique, modifié en dernier lieu par l'arrêté du 29 décembre 2023.

³ Par exemple, en cas d'isolation des planchers bas, au moins 25 % de la surface des planchers bas du bâtiment doit faire l'objet de travaux

Certaines situations de contrainte technique, architecturale ou patrimoniale permettent de déroger aux seuils de résistance thermique R_{th} , de transmission thermique U_w et/ou de transmission solaire S_w fixé susvisés sans déroger au traitement du poste de travaux concerné.

Dans ces situations, le traitement du poste concerné reste soumis aux exigences de performance thermique fixées par l'arrêté du 3 mai 2007 relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des bâtiments existants.

	Situations dérogatoires	Pièces justificatives exigées
Contraintes patrimoniales :	<ul style="list-style-type: none"> ► Lorsque le respect du seuil de résistance thermique/de transmission thermique/de transmission solaire du poste de travaux traité est incompatible avec une prescription ABF sur un site protégé 	Demande de modification de l'intervention ou refus d'autorisation indiquant les modifications à prévoir, conduisant à une réduction de la résistance thermique, émise par l'autorité administrative locale (ABF, service d'urbanisme...)
Contraintes architecturales ou techniques :	<ul style="list-style-type: none"> ► Lorsque le respect du seuil de résistance thermique/de transmission thermique/de transmission solaire du poste de travaux traité n'est pas conforme aux autres obligations relatives notamment au droit des sols, au droit de propriété ou à l'aspect des façades et à leur implantation 	Demande de modification de l'intervention ou refus d'autorisation indiquant les modifications à prévoir, émise par l'autorité administrative locale (ABF, service d'urbanisme...) <i>ou</i> Justification écrite par un homme de l'art (auditeur énergétique, maître d'œuvre, artisan RGE ou architecte-conseil) explicitant la nature de l'obligation
	<ul style="list-style-type: none"> ► Réduction nécessaire de l'épaisseur d'isolation liée aux contraintes de déplacement dans des zones de passage (ex. escalier intérieur ou extérieur, isolation d'un plancher bas donnant sur un sous-sol dont la hauteur sous plafond est faible, étroitesse d'un balcon, passage de seuil de porte) ► Dans le cas où l'épaisseur d'isolation de la toiture-terrasse : (i) implique un dépassement des limites de charges admissibles de la structure ; ou (ii) implique un relèvement des garde-corps, acrotère ou des équipements techniques ; ou (iii) ne permet plus le respect des hauteurs minimales d'évacuation des entrées d'eaux pluviales, trop-plein et des relevés 	Justification écrite par un homme de l'art (auditeur énergétique, maître d'œuvre, artisan RGE ou architecte conseil) explicitant la nature de la contrainte
	<ul style="list-style-type: none"> ► Dans le cas d'une isolation neuve des murs cumulant isolation par l'intérieur et isolation par l'extérieur sur une même surface, sous réserve que la résistance thermique totale de la paroi respecte le seuil de résistance minimale fixé pour l'isolation par l'intérieur 	Justification écrite de la résistance thermique totale de la paroi atteinte par l'audit énergétique

Dans le cas d'une rénovation énergétique par étapes (*cf.* fiche n° 8 de la présente instruction), le respect de ces exigences est apprécié pour la première étape de travaux uniquement.

Les autres exigences techniques qui s'appliquent aux travaux subventionnables par l'Anah sont détaillées, le cas échéant, dans l'instruction travaux recevables du 3 mai 2024.

3.2.2. Critères spécifiques pour les travaux liés à la transition écologique (amélioration du confort d'été)

Dans le cadre du dispositif MaPrimeRénov' Parcours accompagné, la dépense éligible peut intégrer les équipements suivants, liés à la transition écologique :

- les protections solaires mobiles extérieures de baies vitrées (par exemple : volets battants ajourés, volets accordéons ajourés, volets battants à lame orientable, vénitiens extérieurs, etc.) ;
- les brasseurs d'air plafonniers fixes, à pales, possédant les caractéristiques cumulatives suivantes :
 - un diamètre d'au moins 1,32 mètre ;
 - au moins trois vitesses de fonctionnement ;
 - un niveau sonore d'au plus 45dB(A) à vitesse maximale et d'au plus 35 dB(A) à vitesse minimale.

3.2.3. Critères spécifiques pour les travaux permettant un gain de quatre classes ou plus

▪ Extrait de l'article 13-2 2° d) de l'arrêté du 17 novembre 2020

Pour les demandes de prime fondées sur un audit réalisé à compter du 1er avril 2024, si l'une des étapes ou le cumul de la première et de la seconde étape conduit à un gain d'au moins quatre classes au sens de l'article L. 173-1-1 du code de la construction et de l'habitation, les travaux de l'étape aboutissant à un gain d'au moins quatre classes respectent le critère relatif aux déperditions thermiques défini par l'article 3 de l'arrêté du 3 octobre 2023 relatif au contenu et aux conditions d'attribution du label prévu à l'article R. 171-7 du code de la construction et de l'habitation.

Pour les rénovations énergétiques en une ou plusieurs étapes fondées sur un audit réalisé à compter du 1^{er} avril 2024 et permettant un gain d'au moins quatre classes, les travaux de l'étape aboutissant à un gain d'au moins quatre classes doivent respecter le critère relatif aux déperditions thermiques du bâtiment (appelé Ubat) défini par l'article 3 de l'arrêté du 3 octobre 2023 relatif au contenu et aux conditions d'attribution du label prévu à l'article R. 171-7 du CCH.

Plus précisément, les déperditions thermiques par transmission à travers les parois et les baies du bâtiment, caractérisées par l'Ubat, doivent être inférieures à un Ubat de référence défini à l'article 3 de l'arrêté du 3 octobre 2023 précité.

3.3. Travaux non-subventionnables au titre de MaPrimeRénov' Parcours Accompagné

▪ **Extrait de la délibération n° 2023-45 (article 3.3.2 : Travaux non-subventionnables au titre de MaPrimeRénov' Parcours Accompagné) :**

Aucune aide pour la réalisation de travaux de rénovation énergétique ne peut être attribuée par l'Agence dans le cas où :

- les travaux projetés conduisent à une augmentation des gaz à effet de serre ;
- le projet de travaux prévoit l'installation ou le remplacement d'une chaudière alimentée majoritairement aux énergies fossiles ;
- après travaux, la chaudière ou la production d'eau chaude sanitaire du logement est alimentée majoritairement au fioul.

Les caractéristiques techniques des travaux non-subventionnables au titre du dispositif MaPrimeRénov' Parcours accompagné sont précisées au 2° de l'article 13-2 de l'arrêté du 17 novembre 2020 modifié. Elles sont synthétisées dans le tableau ci-après :

Exigences prévues par la délibération n° 2023-45	Modalités d'appréciation	Commentaires
▪ Les travaux projetés conduisent à une augmentation des gaz à effet de serre	➤ Les émissions annuelles de gaz à effet de serre après rénovation rapportées à la surface habitable du logement sont inférieures ou égales à la valeur initiale de ces émissions avant travaux.	Cette donnée figure dans l'audit énergétique ; les émissions annuelles de gaz à effet de serre y sont rapportées avec leur classe énergétique en kg eq CO ₂ /m ² /an avant et après travaux.
▪ Le projet de travaux prévoit l'installation ou le remplacement d'une chaudière alimentée majoritairement aux énergies fossiles	➤ Les travaux n'intègrent pas l'installation d'un système de chauffage ou de production d'eau chaude sanitaire incluant au moins un équipement pour lequel le niveau d'émissions de gaz à effet de serre est supérieur à 150 gCO ₂ eq/ kWh PCI, et dont le taux de couverture pour le chauffage, défini comme le rapport entre la quantité de chaleur fournie pour le chauffage du logement par l'ensemble des équipements dont les émissions sont supérieures à 150 gCO ₂ eq/ kWh PCI et les besoins annuels de chaleur pour le chauffage du logement couverts par le système, est supérieur à 30 %	Il en résulte que ne sont pas finançables les projets intégrant l'installation ou le remplacement d'une chaudière fonctionnant au gaz, au fioul, ou au charbon. L'installation de PAC dites « hybrides » demeure possible dès lors que l'appoint au gaz, au fioul ou au charbon ne fournit pas plus de 30% des besoins annuels de chauffage du logement. Le critère de 30% s'apprécie au titre d'un seul équipement, et pas de plusieurs systèmes de chauffage.

<p>▪ Après travaux, la chaudière ou la production d'eau chaude sanitaire du logement est alimentée majoritairement au fioul</p>	<p>➤ Les travaux ne conduisent pas à conserver un système de chauffage ou de production d'eau chaude sanitaire incluant au moins un équipement pour lequel le niveau d'émissions de gaz à effet de serre est supérieur à 300 gCO₂eq/ kWh PCI, et dont le taux de couverture, défini comme le rapport entre la quantité de chaleur fournie par l'ensemble des équipements dont les émissions sont supérieures à 300 gCO₂eq/ kWh PCI et les besoins annuels de chaleur couverts par le système, est supérieur à 30 %</p>	<p>Il en résulte que ne sont pas finançables les projets qui, après travaux, conservent une chaudière fonctionnant au fioul.</p> <p>En revanche, les projets, qui après travaux, conservent une PAC dites "hybrides" sont éligibles dès lors que l'appoint au fioul ne fournit pas plus de 30% des besoins annuels de chauffage du logement.</p> <p>Le critère de 30% s'apprécie au titre d'un seul équipement, et pas de plusieurs systèmes de chauffage</p>
---	--	---

Dans le cadre d'une rénovation par étapes, le respect de ces exigences est apprécié quelle que soit l'étape de travaux.

Le respect de ces exigences est justifié par l'audit énergétique défini à l'article 4.2.2 de la délibération n° 2023-45.

4. Conditions d'octroi des aides

4.1. Valorisation des CEE par l'Anah

▪ **Extrait de la délibération n° 2023-45 (article 4.1.2 : Valorisation des CEE par l'Anah) :**

Dans le cas où le projet de travaux donne lieu à l'attribution de certificats d'économies d'énergie (CEE), le bénéficiaire, lorsqu'il est le maître d'ouvrage des travaux, s'engage sur l'honneur à réserver l'exclusivité de la valorisation des CEE à l'Anah.

Les travaux faisant l'objet d'une subvention au titre du dispositif MaPrimeRénov' Parcours accompagné sont conditionnés à la valorisation exclusive des CEE par l'Anah.

4.2. Accompagnement obligatoire

▪ **Extrait de la délibération n° 2023-45 (article 4.3.1 : Accompagnement obligatoire)**

L'octroi d'une aide « MaPrimeRénov' Parcours accompagné » pour la réalisation de travaux de rénovation énergétique est conditionné à l'accompagnement obligatoire du bénéficiaire.

Cet accompagnement obligatoire est réalisé par un opérateur agréé au titre de l'article L. 232-3 du code de l'énergie, dans les conditions définies par les articles R. 232-2 et suivants du même code et par l'arrêté du 21 décembre 2022 modifié relatif à la mission d'accompagnement du service public de la performance énergétique de l'habitat.

Le dossier de demande de subvention comporte la synthèse de la grille d'analyse du logement. Le dossier de demande de paiement du solde de la subvention comporte l'attestation de « Mon Accompagnateur Rénov' » (MAR') de fin de travaux.

Pour des précisions sur les modalités de cet accompagnement obligatoire, se reporter aux fiches n° 10 (Prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage) et n° 11 (Prestations d'ingénierie subventionnables) de la présente instruction.

Par dérogation, dans les cas suivants, il n'est pas nécessaire de joindre au dossier de demande de subvention le rapport de fin d'accompagnement :

- jusqu'au 30 septembre 2024, pour les propriétaires occupants ayant conclu avant le 1^{er} janvier 2024 un contrat d'assistance à maîtrise d'ouvrage avec un opérateur habilité par l'Anah ou agréé au titre de l'article L. 365-3 du CCH ;
- jusqu'au 31 décembre 2025, pour les propriétaires occupants réalisant des travaux dans le cadre d'une OPAH ou d'un PIG faisant l'objet d'une convention adoptée par délibération jusqu'au 31 décembre 2023 inclus.

4.3. Obligation de produire un audit énergétique ou une évaluation énergétique

▪ **Extrait du 4.2.2 « Obligation de produire un audit énergétique » de la délibération n°2023-45 du 6 décembre 2023 (propriétaires occupants)**

Le dossier de demande de subvention comporte un audit énergétique qui indique la classe du logement au sens de l'article L. 173-1-1 du CCH :

- telle que résultant de la situation existante avant la réalisation des travaux ;
- et telle que projetée après travaux.

L'audit énergétique répond aux conditions visées à l'article 8 de l'arrêté du 17 novembre 2020 modifié relatif aux caractéristiques techniques et modalités de réalisation des travaux et prestations dont les dépenses sont éligibles à la prime de transition énergétique. [...]

Dans le cas où le projet fait l'objet d'une modification en cours d'opération, l'audit énergétique du logement est actualisé. Cet audit indique la classe du logement au sens de l'article L. 173-1-1 du CCH après travaux correspondant au projet finalement réalisé. L'audit actualisé est fourni au plus tard au moment de la demande de paiement.

▪ **Extrait de l'article 8 de l'arrêté du 17 novembre 2020 modifié relatif aux caractéristiques techniques et modalités de réalisation des travaux et prestations dont les dépenses sont éligibles à la prime de transition énergétique :**

L'audit énergétique est réalisé conformément aux dispositions des articles 2, 3 et 4 de l'arrêté du 4 mai 2022 définissant pour la France métropolitaine le contenu de l'audit énergétique réglementaire prévu par l'article L. 126-28-1 du code de la construction et de l'habitation, sauf dispositions contraires indiquées dans le présent article ; [...] 6. Par dérogation aux 1 à 5 du présent article :

- un audit énergétique à l'échelle du logement, réalisé avant le 1^{er} avril 2024 selon les dispositions de l'article 8 du présent arrêté en vigueur à la date du 1^{er} juillet 2023, est réputé satisfaire aux dispositions du présent article pour une demande de prime déposée au plus tard le 30 septembre 2024 ;
- un audit énergétique à l'échelle du bâtiment d'habitation collectif, réalisé selon les dispositions de l'article 8 du présent arrêté en vigueur à la date du 1^{er} juillet 2023 est réputé satisfaire aux dispositions du présent article jusqu'au 31 décembre 2024.

Pour les projets de travaux de rénovation énergétique réalisés par des propriétaires occupants, un audit énergétique doit être joint au dossier. Cet audit permet au demandeur de choisir le scénario de travaux répondant le mieux à ses besoins et ses capacités. Cet audit doit être conforme aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté du 17 novembre 2020 modifié relatif aux caractéristiques techniques et modalités de réalisation des travaux et prestations dont les dépenses sont éligibles à la prime de transition énergétique.

A titre dérogatoire, d'autres types de documents comme des évaluations énergétiques peuvent être acceptés dans les conditions précisées par la fiche n° 5 « Audit et évaluation énergétique obligatoires » de la présente instruction.

4.4. Réalisation des travaux par une entreprise bénéficiant du label RGE

4.4.1. Principe

▪ **Extrait de la délibération n° 2023-45 (article 4.3.3 : Recours à une entreprise RGE) :**

Selon des modalités définies par instruction du directeur général, les travaux de rénovation énergétique financés par l'Agence doivent être réalisés par des entreprises bénéficiant du label « Reconnu Garant de l'Environnement » (« RGE ») lorsqu'un tel label existe pour les travaux.

Le recours à une entreprise bénéficiant du label « Reconnu Garant de l'Environnement » (RGE), lorsqu'une telle qualification existe pour les travaux, est obligatoire pour les demandes d'aides au titre des travaux de rénovation énergétique.

La notion de « label » intègre la « qualification » et la « certification » RGE.

L'acquisition du label RGE repose sur un examen de la conformité de l'entreprise à un référentiel d'exigences de moyens et de compétences. Cet examen et la délivrance du signe de qualité sont assurés par des organismes de qualification (Qualibat, Qualit'EnR et Qualifelec) ou de certification (Certibat et Cerqual) ayant passé une convention avec l'Etat et accrédités par le Comité Français d'accréditation (COFRAC).

Les critères d'obtention du label RGE varient selon qu'il s'agit d'une certification et d'une qualification.

Les signes de qualité RGE répondent à un référentiel d'exigences de moyens et de compétences issues de normes, et d'exigences complémentaires définies dans des chartes :

- les signes de qualité RGE correspondant à la Norme NF X50-091 ou équivalente sont appelés **qualifications**. Ils portent sur la capacité technique, les moyens et compétences d'une entreprise à réaliser des travaux de qualité dans une activité donnée ;

- les signes de qualité RGE correspondant à la Norme NF EN ISO/CEI 17065 ou équivalente sont appelés **certifications**. Ils portent sur la compétence de conception et de réalisation de travaux de rénovation énergétique d'une entreprise. Ces travaux doivent faire partie d'une offre globale d'amélioration de la performance énergétique. La certification porte également sur la capacité à assurer l'accompagnement du maître d'ouvrage tout au long du projet.

Le dispositif RGE est régi par les dispositions suivantes :

- décret n° 2014-812 du 16 juillet 2014 modifié pris pour l'application du second alinéa du 2 de l'article 200 quater du code général des impôts et du dernier alinéa du 2 du I de l'article 244 quater U du code général des impôts ;
- arrêté du 1er décembre 2015 modifié relatif aux critères de qualifications requis pour le bénéfice du crédit d'impôt pour la transition énergétique et des avances remboursables sans intérêt destinées au financement de travaux de rénovation afin d'améliorer la performance énergétique des logements anciens.

Par ailleurs, conformément à l'article 13-A du RGA, il est rappelé que les travaux :

- doivent comprendre la fourniture⁴ et la pose des matériaux, ainsi que leur mise en marche ;
- doivent être exécutés par des entreprises professionnelles du bâtiment.

4.4.2. Cas particulier des projets en auto-réhabilitation accompagnée

En application de l'article R. 321-18 du CCH, de l'article 13-B du RGA, de la délibération n° 2019-44 du 4 décembre 2019 relative au financement des travaux en auto-réhabilitation accompagnée et de l'instruction du 6 février 2015 relative au financement des travaux réalisés en auto-réhabilitation, l'obligation de recourir à une entreprise titulaire de la certification RGE ne concerne pas les projets réalisés en « auto-réhabilitation accompagnée » par les propriétaires occupants et les personnes assurant la charge des travaux mentionnés aux 2° et 3° du I de l'article R. 321-12.

Dans ce cas, les travaux ne peuvent bénéficier d'un financement de l'Anah et, le cas échéant, être pris en compte dans le calcul du gain énergétique que si le ménage bénéficie, pour la conception et la réalisation de la globalité du projet :

- d'un encadrement technique ;
- d'un accompagnement par un opérateur spécialisé, dans le cadre de l'ingénierie de suivi-animation d'une opération programmée (OPAH) ou d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage subventionnable.

Ces prestations sont réalisées par un organisme compétent, dans le cadre d'un contrat signé avec le propriétaire. L'organisme compétent signe également une charte d'engagement ainsi qu'une fiche synthétisant le contexte d'intervention global et les conditions de réalisation des travaux. Ces documents sont annexés au contrat. Les modèles de charte et de fiche de synthèse sont élaborés par l'Anah.

⁴ A compter du 1^{er} janvier 2024, il est possible d'accepter les matériaux neufs issus d'un don, les modalités sont définies par la délibération n°2023-53 du 6 décembre 2023 relatives à la liste des travaux recevables et sont précisées dans l'instruction de la Directrice générale relative à la liste des travaux recevables.

Le modèle de charte porte, en particulier, sur les obligations relatives à la transparence du montage financier, à la sécurisation de l'opération ainsi qu'aux garanties appropriées (art 13-B du RGA).

5. Conditions de financement des travaux

5.1. Taux de subvention applicable dans le cas de demande présentée par des personnes assurant la charge effective des travaux pour leurs ascendants ou leurs descendants

▪ **Extrait de la délibération n° 2023-45 (article 5.1.2 : Taux maximal de subvention) :**

Dans le cas où la demande de subvention est présentée par des personnes assurant la charge effective des travaux pour leurs ascendants ou descendants propriétaires occupants (3° du I de l'article R. 321-12 du CCH), le taux maximal de subvention à prendre en compte est :

- celui applicable aux ménages aux ressources « modestes », si au moins l'un des deux ménages est un ménage aux ressources « modestes » ;
- celui applicable aux ménages aux ressources « très modestes » dans les autres cas.

Pour l'application de cette règle, les différentes hypothèses possibles sont synthétisées dans le tableau ci-après :

	Demandeur aux ressources « très modestes »	Demandeur aux ressources « modestes »
Propriétaire occupant aux ressources « très modestes »	Application du taux maximal de subvention applicable aux ménages aux ressources « très modestes »	Application du taux maximal de subvention applicable aux ménages aux ressources « modestes »
Propriétaire occupant aux ressources « modestes »	Application du taux maximal de subvention applicable aux ménages aux ressources « modestes »	Application du taux maximal de subvention applicable aux ménages aux ressources « modestes »

Aucune aide n'est accordée si les ressources de l'un des deux ménages (propriétaire occupant et demandeur de l'aide) sont supérieures au plafond de ressources « modestes ».

5.2. Évolution du montant des travaux entre l'attribution de la subvention et son paiement

▪ Extrait de la délibération n° 2023-45 (article 5.4 : Evolution du montant des travaux entre l'attribution de l'aide et son paiement) :

En cas d'évolution du projet donnant lieu à des dépenses supplémentaires, une subvention complémentaire peut être octroyée dans les conditions définies par la délibération n° 2022-29 du 15 juin 2022.

▪ Extrait de la délibération n°2022-29 du 15 juin 2022 – 8° relatif conditions d'application de l'article 3 du RGA relatif à la modification du projet initial :

En application de l'article 3 du RGA, la notion de projet initial recouvre les travaux projetés ainsi que leur plan de financement.

1) Dépenses supplémentaires donnant lieu à engagement rectificatif

Lorsqu'elle donne lieu à des dépenses supplémentaires, l'évolution du projet initial peut conduire à l'octroi d'une subvention complémentaire par un engagement rectificatif.

Constituent des dépenses supplémentaires au sens de l'article 3 du RGA, toute nouvelle dépense liée au projet objet de la demande de subvention initiale, qu'elle intervienne avant ou après le commencement des travaux, y compris celle résultant de l'évolution des aides reçues pour le financement du projet. Sont exclues des dépenses supplémentaires, les dépenses résultant d'une évolution substantielle du projet, telle que définie 2) ci-dessous.

2) Dépenses supplémentaires substantielles nécessitant le dépôt d'une nouvelle demande de subvention

Lorsqu'elle donne lieu à des dépenses supplémentaires présentant un caractère substantiel, l'évolution du projet initial nécessite le dépôt d'une nouvelle demande.

Constituent une évolution substantielle du projet au sens de l'article 3 du RGA :

- la modification de la nature des travaux objets de la demande de subvention initiale ; ou
- l'évolution du projet entraînant une évolution du montant des travaux supérieure à 30% du montant initial des travaux subventionnables.

L'évolution du seul plan de financement du projet sans évolution du montant de travaux subventionnables ne constitue pas une évolution substantielle du projet.

En application de la délibération n° 2022-29 du 15 juin 2022, la possibilité d'une subvention complémentaire est désormais ouverte en cas d'évolution du projet initial donnant lieu à dépense supplémentaire (et non plus en cas d'évolution des seuls travaux).

La notion de « *projet initial* » recouvre les travaux projetés, ainsi que leur plan de financement.

La notion de « *dépense supplémentaire* » est définie comme « *toute nouvelle dépense liée au projet objet de la demande de subvention initiale, qu'elle intervienne avant ou après le commencement des travaux, y compris celle résultant de l'évolution des aides reçues pour le financement du projet* ».

Les dépenses supplémentaires donnent lieu à un engagement rectificatif sauf lorsque ces dépenses supplémentaires résultent d'une évolution substantielle du projet. Elles nécessitent dans ce second cas, le dépôt d'une nouvelle demande de subvention.

Sous réserve qu'elles ne conduisent pas à une évolution substantielle du projet, peuvent ainsi être prises en compte au titre des dépenses supplémentaires :

- l'augmentation du montant de travaux par rapport aux devis de la demande initiale de financement, qu'elle résulte du remplacement d'une entreprise défaillante, de l'augmentation du coût des matériaux ou de travaux induits non prévus initialement ;

Nota bene : l'augmentation du coût de la main d'œuvre n'est pas concernée par cette disposition.

- l'évolution des engagements des autres financeurs modifiant le plan de financement initial, afin de garantir l'équilibre financier du projet par une évolution de la participation de l'Anah.

5.3. Dépôt de plusieurs demandes de subventions successives dans un délai de cinq ans

▪ Extrait de la délibération n° 2023-45 (article 6.1) :

Un demandeur peut déposer plusieurs demandes de subventions successives pour l'amélioration d'un même logement dans les conditions prévues ci-après.

Lorsque le dépôt d'une nouvelle demande intervient dans un délai de cinq ans à compter du dépôt d'une première demande ayant donné lieu à l'octroi d'une subvention, l'octroi d'une nouvelle aide est conditionné au respect du plafond de travaux le plus élevé parmi ceux applicables au titre des différentes demandes d'aides.

Deux situations doivent être distinguées selon que ce plafond de travaux a été atteint ou non :

- si, au dépôt de la nouvelle demande d'aide, le plafond de travaux ainsi défini a déjà été atteint, aucune nouvelle aide ne pourra être octroyée ;
- si le plafond de travaux pris en compte n'a pas été atteint au titre des travaux du ou des dossiers précédents, la nouvelle demande d'aide peut donner lieu à l'octroi d'une aide dans la limite du reliquat disponible sur le plafond de travaux.

Par dérogation, le plafond de travaux applicable aux travaux d'accessibilité ou d'adaptation du logement au vieillissement ou au handicap (Ma Prime Adapt') est cumulable avec le plafond de travaux défini au deuxième alinéa du présent article.

En cas d'évolution des plafonds de travaux entre les différentes demandes d'aides, il est tenu compte du plafond de travaux applicable à la date de la nouvelle demande.

5.3.1. Principe

Dans le cas où un même demandeur dépose plusieurs demandes successives pour la réalisation d'un nouveau projet de travaux au sein d'un même logement, il doit attendre un délai de cinq ans à compter du dépôt de sa première demande de subvention pour bénéficier à nouveau d'un plafond de subvention complet.

Afin de déterminer si le demandeur qui dépose une seconde demande de subvention moins de cinq ans après le dépôt de sa première demande a droit à une nouvelle aide de l'Anah, il convient, en premier lieu, d'identifier le plafond de travaux le plus élevé parmi ceux applicables au titre de ses deux demandes d'aides.

A titre d'exemple, si le demandeur a d'abord réalisé des travaux de lutte contre l'habitat indigne ne lui permettant pas d'atteindre la classe « E » (plafond de travaux de 50.000 € HT) et souhaite désormais réaliser des travaux de rénovation énergétique lui permettant un gain de deux classes (40.000 € HT), le plafond de travaux le plus élevé au titre de ces deux demandes d'aides sera celui associé aux travaux de lutte contre l'habitat indigne (50.000 € HT).

Une fois ce plafond déterminé, les deux situations suivantes doivent être distinguées.

Cas n° 1 : le plafond de travaux a été atteint dans le cadre de la première demande. Dans ce cas, le demandeur n'a droit à aucune nouvelle aide.

Cas n° 2 : le plafond de travaux n'a pas été atteint dans le cadre de la première demande. Dans ce cas, le demandeur a droit à une nouvelle aide. Le montant de dépenses subventionnables pour ce nouveau dossier est égal au reliquat de plafond de travaux calculé de la manière suivante :

$$\begin{array}{l} \text{Montant de dépenses subventionnables au titre de la seconde demande =} \\ \text{Plafond des dépenses subventionnables en} \quad - \quad \text{Montant des dépenses subventionnables} \\ \text{vigueur lors du dépôt de la seconde} \quad \quad \quad \text{de la première demande} \\ \text{demande} \end{array}$$

Exemple :

- En 2024, le demandeur réalise des travaux de lutte contre l'habitat indigne ou dégradé ne lui permettant pas d'atteindre la classe « E » après travaux avec un montant de dépenses subventionnables de 25.000 € HT. Le plafond de dépenses subventionnables applicable est de 50.000 € HT (première demande de subvention) ;
- En 2027, le demandeur réalise des travaux de rénovation énergétique « Ma Prime Rénov' Parcours accompagné » permettant un gain de deux classes, correspondant à un plafond de dépenses subventionnables de 40.000 € HT (seconde demande de subvention) ;

- Le plafond de dépenses subventionnables pour la seconde demande correspond au plafond de travaux le plus élevé parmi ceux applicables au titre des différentes demandes d'aides, soit 50.000 € HT ;
- Le montant des dépenses subventionnables au titre de la seconde demande s'élève donc à 50.000 € HT – 25.000 € HT soit 25.000 € HT.

Dans le cas où la première demande et la seconde demande concernent deux logements différents, il est fait application à chaque de ces dossiers d'un plafond de subvention complet, quelle que soit la date à laquelle ils sont déposés. En effet, compte tenu de la diminution de la durée d'engagement, le propriétaire occupant peut au bout de trois ans avoir pleinement satisfait ses engagements d'occupation à titre de résidence principale et souhaiter réaliser des travaux dans sa nouvelle résidence principale. Le nouveau plafond de travaux est celui applicable à l'entrée de travaux définie par le nouveau projet.

5.3.2. Dérogation

Par dérogation à ce qui précède, le plafond de travaux applicable aux travaux d'accessibilité ou d'adaptation du logement au vieillissement ou au handicap (MaPrimeAdapt') est cumulable avec les plafonds de travaux applicables au titre des autres entrées de travaux.

En d'autres termes, si un même demandeur dépose deux demandes successives pour l'amélioration d'un même logement dans un délai de cinq ans, dont l'une au titre de MaPrimeAdapt', il convient d'appliquer :

- d'une part, le plafond de travaux subventionnables de 22.000 € HT pour le dossier MaPrimeAdapt' ;
- d'autre part, le plafond de travaux subventionnables défini, en fonction de la nature des travaux à réaliser, par l'article 5.1.1 de la délibération n° 2023-45.

5.3.3. Cas spécifique des travaux de rénovation énergétique par étapes

▪ Extrait de la délibération n° 2023-45 (article 6.2) :

Dans le délai de cinq ans visé à l'article 6.1 de la présente délibération, et sous réserve que la première demande soit soldée, un demandeur peut déposer une seconde demande de subvention pour la réalisation de travaux additionnels de rénovation énergétique dans le même logement, lui permettant de bénéficier d'un plafond de travaux tenant compte du gain de classes total des travaux réalisés dans les conditions définies ci-après.

Pour plus de précisions sur la rénovation énergétique par étapes, se référer à la fiche n° 8 de la présente instruction.

6. Constitution du dossier

6.1. Pièces à joindre à l'appui d'une demande d'aide

Dans le cadre de sa demande d'aide, le demandeur transmet à l'Anah les pièces suivantes :

- un dossier technique comprenant :
 - o les devis détaillés descriptifs et estimatifs des travaux, présentés par une ou plusieurs entreprises inscrites au registre du commerce ou au répertoire des métiers ou par un maître d'œuvre ;
 - o le cas échéant, le devis d'honoraires de maîtrise d'œuvre ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage. Lorsque l'intervention d'une maîtrise d'œuvre est rendue obligatoire par la réglementation de l'Anah⁵, le demandeur joint également la copie du contrat de maîtrise d'œuvre complète comprenant le montant des honoraires ;
 - o le (ou les) plan(s) et croquis si nécessaire(s) à la compréhension du dossier et la justification des quantités prévues aux devis ;
 - o le cas échéant, les études techniques et les diagnostics préalables aux travaux et les devis correspondants.
- le rapport de l'audit énergétique ou l'évaluation énergétique ;
- le contrat ou la convention conclu avec l'opérateur agréé MonAccompagnateurRénov', détaillant les prestations réalisées par cet opérateur et le montant TTC de la prestation (sauf exception) ;
- le cas échéant, la synthèse de la grille d'analyse du logement renseignée par l'opérateur agréé MonAccompagnateurRénov' (sauf exception) ;
- dans les cas particuliers suivants, les pièces complémentaires listées ci-après :

Cas particuliers	Pièces demandées
▪ Adresse du logement à rénover différente de celle figurant sur l'avis d'imposition ou de non-imposition du demandeur	▪ Justificatif(s) de propriété ou des droits détenus sur le logement
▪ Demandeur ne détenant pas la pleine propriété du logement à rénover	▪ Justificatif(s) des droits détenus sur le logement
▪ Demandeur assurant la charge effective des travaux pour un ascendant ou descendant	▪ Justificatifs de ressources du propriétaire occupant
▪ Associé d'une SCI	▪ Justificatifs de ressources des associés non occupants

⁵ Travaux subventionnables supérieurs à 100 000 € et/ou arrêté d'injonction de travaux.

<ul style="list-style-type: none"> ▪ Evolution de situation familiale intervenue dans l'année 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Justificatifs permettant de prendre en compte une situation particulière pour l'appréciation des revenus (justificatif de séparation ou de divorce, attestation de garde des enfants, acte de décès, certificat de naissance ou de grossesse, placement de longue durée en établissement de soins, etc.)
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Demandeur placé sous tutelle 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Copie de la décision judiciaire et coordonnées complètes du tuteur
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Montant des travaux subventionnables > 100 000 € 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Plan de financement prévisionnel signé
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Travaux réalisés en auto-réhabilitation accompagnée par un opérateur spécialisé 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Copie de la convention conclue avec l'opérateur et la charte spécifique signée
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Logement inclus dans un bail commercial 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Copie de l'état des lieux annexé au bail commercial et tout document permettant de constater l'occupation effective du logement
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Recours à un mandataire pour le dépôt de la demande 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Cerfa n° 13 462
<ul style="list-style-type: none"> ▪ En cas de procuration à un mandataire pour la perception de fond 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Cerfa n° 13 463
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Demande d'aide présentée sous format papier 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Cerfa n° 12 711 ▪ Justificatifs de ressources du demandeur : dernier avis d'imposition disponible ou, en cas de non-imposition, dernier avis de situation déclarative à l'impôt sur le revenu disponible

6.2. Pièces à joindre à l'appui d'une demande d'avance ou d'acompte

Dans le cadre de ses demandes d'avance/d'acompte, le demandeur transmet à l'Anah les pièces suivantes :

Demande d'avance	Demande d'acompte
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Demande d'avance comportant les engagements signés du bénéficiaire et les conditions de son reversement éventuel ▪ Au moins un devis d'entreprise participant à la réalisation des travaux subventionnés, daté et signé par l'entreprise et par le bénéficiaire ou son mandataire et faisant mention d'une demande d'acompte à l'acceptation du devis ou pour le commencement des travaux ▪ Relevé d'identité bancaire (RIB) du compte bancaire sur lequel devra être effectué le virement correspondant ▪ Si un mandataire est nécessaire ou désigné par le bénéficiaire pour percevoir les fonds : Cerfa n° 13 463 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Demande d'acompte ▪ Factures correspondant à l'état d'avancement des travaux ou, le cas échéant, un état d'avancement délivré par le maître d'œuvre ▪ En cas d'impossibilité de fournir des factures, justifiée par la défaillance d'une entreprise, rapport d'expertise judiciaire ou un constat d'huissier attestant des travaux réalisés, de leur montant et de leur paiement ▪ Relevé d'identité bancaire (RIB) du compte bancaire sur lequel devra être effectué le virement correspondant ▪ Si un mandataire est nécessaire ou désigné par le bénéficiaire pour percevoir les fonds : Cerfa n° 13 463

6.3. Pièces à joindre à l'appui d'une demande de paiement du solde

Dans le cadre de sa demande de paiement du solde, le demandeur transmet à l'Anah les pièces suivantes :

- les factures des entreprises ayant réalisé les travaux ainsi que, le cas échéant, les notes d'honoraires. En cas d'impossibilité de fournir des factures, justifiée par la défaillance d'une entreprise, le demandeur transmet un rapport d'expertise judiciaire ou un constat d'huissier attestant des travaux réalisés, de leur montant et de leur paiement ;
- le rapport de fin de prestation d'accompagnement de l'opérateur agréé MonAccompagnateurRénov' et la facture de la prestation d'accompagnement⁶ ;
- l'attestation de valorisation des CEE par l'Anah ;
- un relevé d'identité bancaire (RIB) du compte bancaire sur lequel devra être effectué le virement correspondant ;
- le plan de financement signé si celui-ci n'a pas été fourni dans le dossier de demande de subvention ou s'il a été modifié par rapport à celui présenté lors du dépôt de la demande.
- dans les cas particuliers suivants, les pièces complémentaires particulières listées ci-après :

⁶ Excepté pour les cas suivants :

- jusqu'au 30 septembre 2024, pour les propriétaires occupants ayant conclu avant le 1^{er} janvier 2024 un contrat d'assistance à maîtrise d'ouvrage avec un opérateur habilité par l'Anah ou agréé au titre de l'article L. 365-3 du CCH
- jusqu'au 31 décembre 2025, pour les propriétaires occupants réalisant des travaux dans le cadre d'une OPAH ou d'un PIG faisant l'objet d'une convention adoptée par délibération jusqu'au 31 décembre 2023 inclus.

Cas particuliers	Pièces demandées
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Si un mandataire est nécessaire ou désigné par le bénéficiaire pour percevoir les fonds 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Cerfa n° 13 463
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Logement appartenant à une société 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ K-bis
<ul style="list-style-type: none"> ▪ En cas d'évolution du projet depuis la demande d'aide 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport d'audit énergétique ou évaluation énergétique actualisés
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Demande d'aide présentée sous format papier 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Courrier de demande de paiement du solde